



# Les relations entre les États-Unis et l'Ukraine dans le nouveau contexte géostratégique

Ana POUVREAU | Spécialiste des mondes russe et turc, docteur ès lettres de l'Université de Paris IV-Sorbonne et diplômée de Boston University en relations internationales et études stratégiques. Auteure de plusieurs ouvrages de géostratégie. Auditrice de l'IHEDN.

Dans un contexte caractérisé par une forte montée des tensions entre l'Ukraine et la Russie, la redynamisation actuelle du partenariat stratégique entre les États-Unis et l'Ukraine pourrait modifier les équilibres géostratégiques dans la région.

Alors que la situation semblait gelée dans l'est de l'Ukraine, depuis le cessez-le-feu conclu le 22 juillet 2020 dans le cadre des accords de Minsk <sup>(1)</sup>, 29 soldats ukrainiens et 20 séparatistes pro-russes sont morts entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 14 avril 2021. Le 1<sup>er</sup> mars 2021, les États-Unis ont annoncé une aide militaire supplémentaire de 125 millions de dollars à l'Ukraine, destinée à former, équiper et conseiller les forces ukrainiennes et à améliorer leur interopérabilité avec l'Otan « face à l'agression russe », au vu de la nécessité de préserver l'intégrité territoriale du pays et de sécuriser ses frontières <sup>(2)</sup>.

L'intensification des combats entre les séparatistes pro-russes soutenus par la Russie et les forces ukrainiennes dans le Donbass, se double d'un déploiement de 40 000 soldats russes à la frontière orientale entre la Russie et l'Ukraine, tandis que la présence militaire russe dans la péninsule de Crimée, annexée par la Russie en mars 2014, s'élèverait désormais à plus de 40 000 personnels, après l'arrivée récente de 9 000 soldats russes, selon Ioulia Mendel, porte-parole du président ukrainien Volodymyr Zelensky <sup>(3)</sup>.

Le 2 avril 2021, le président américain Joe Biden a réaffirmé le « soutien indéfectible des États-Unis en faveur de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine face à l'agression continue de la Russie dans le Donbass et en

<sup>(1)</sup> En 2014, le Protocole de Minsk (Minsk I) et le Mémorandum de suivi de Minsk, puis les accords de Minsk II en février 2015, sont des accords signés sous les auspices de l'OSCE pour résoudre le conflit entre l'Ukraine et la Russie dans le Donbass.

<sup>(2)</sup> « Pentagon announces \$125 million military aid for Ukraine », *PBS*, 1<sup>er</sup> mars 2021 ([www.pbs.org/](http://www.pbs.org/)).

<sup>(3)</sup> « Ukraine accuses Russia of blocking talks to ease military tensions », *Financial Times*, 10 avril 2021.



Crimée » <sup>(4)</sup>. Le 15 avril, il a annoncé une série de sanctions contre la Russie. Le général Tod Wolters, qui dirige le Commandement des forces des États-Unis en Europe (EUCOM), a, pour sa part, élevé le degré de surveillance pour l'Ukraine au plus haut niveau, envisageant désormais une « crise potentielle imminente » plutôt qu'une « crise possible » <sup>(5)</sup>. Le Secrétaire à la Défense américain, Lloyd Austin, a annoncé, le 13 avril, son intention de baser en permanence plusieurs centaines de soldats américains supplémentaires en Allemagne, alors que l'Administration Trump avait souhaité retirer près de 12 000 militaires <sup>(6)</sup>.

Ces évolutions témoignent de la nouvelle approche adoptée par l'Administration Biden face à la crise ukrainienne.

## Le renforcement de l'aide des États-Unis à l'Ukraine

L'aide accrue des États-Unis à l'Ukraine s'inscrit dans la continuité du positionnement géostratégique adopté par l'Administration Obama à partir de 2014. En effet, en tant que vice-président américain, Joe Biden a joué un rôle incontestable dans le renforcement du partenariat stratégique avec l'Ukraine <sup>(7)</sup>.

Pour rappel, en avril 2014, le président Obama a signé deux projets de loi en soutien à la souveraineté, l'intégrité, la démocratie et la stabilité économique de l'Ukraine en riposte à la politique menée par Moscou dans ce pays <sup>(8)</sup>. Il s'agit tout d'abord du « *Support for the Sovereignty, Integrity, Democracy and Economic Stability of Ukraine Act of 2014* », qui a accordé à l'Ukraine des garanties de prêt allant jusqu'à 1 milliard de dollars en réponse à l'intervention militaire russe de 2014. Le 18 décembre 2014, Barack Obama a signé le projet de loi intitulé « *Ukraine Freedom Support Act* », prévoyant l'octroi d'une aide militaire à l'Ukraine et autorisé de nouvelles sanctions notamment contre l'agence publique russe Rosoboronexport en charge de la négociation des contrats d'armement.

Entre mars 2014 et décembre 2019, les États-Unis ont fourni une aide de 1,5 milliard de dollars à l'Ukraine dans le domaine de la défense et de la sécurité, notamment des véhicules de transport blindés *Humvee*, des radars de contrebatterie, des patrouilleurs afin d'aider la marine ukrainienne à défendre ses eaux territoriales. Fin décembre 2019, trois contrats ont été signés entre les deux pays pour la livraison de missiles antichars *Javelin*. En juin 2020, une aide supplémentaire d'un montant de

<sup>(4)</sup> BERTRAND Natasha, SELIGMAN Lara, « Biden holds first call with Ukrainian president amid Russian buildup », *Politico*, 4 avril 2021 ([www.politico.com/](http://www.politico.com/)).

<sup>(5)</sup> VANDIVER John, « EUCOM raises threat level for Ukraine as Russia builds up forces », *Stars and Stripes*, 31 mars 2021 ([www.stripes.com/](http://www.stripes.com/)).

<sup>(6)</sup> VANDIVER John, « US to add 500 new Wiesbaden-area soldiers in Germany, Austin says », *Stars and Stripes*, 13 avril 2021 ([www.stripes.com](http://www.stripes.com/))

<sup>(7)</sup> DICKINSON Peter, « Ukraine Alert — What can Ukraine expect from a Biden presidency? », *Atlantic Council*, 14 novembre 2020 ([www.atlanticcouncil.org/](http://www.atlanticcouncil.org/)).

<sup>(8)</sup> SIDOS Philippe, « Une vision stratégique d'une aide militaire à l'Ukraine », *Revue Défense Nationale*, n° 779, avril 2015, p. 96-102.

250 millions de dollars, qui avait été gelée par l'Administration Trump, a finalement été débloquée <sup>(9)</sup>.

Une partie de cette aide a servi à installer le centre d'entraînement de Yavoriv près de la frontière polonaise, où les États-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne forment les forces ukrainiennes au combat. Ces pays apportent également leur aide au centre de déminage de Kamianets-Podilskyi, au sud-ouest du pays. En 2015, le Canada a cependant refusé de participer à l'entraînement du régiment ultranationaliste *Azov*, accusé d'accueillir en son sein des extrémistes <sup>(10)</sup>.

Pour le général Ben Hodges, ancien commandant de l'*United States Army Europe (USAREUR)*, les États-Unis considèrent que l'aide apportée aux forces armées ukrainiennes, constitue une excellente opportunité d'acquérir une expérience de terrain face aux forces russes.

Les États-Unis fournissent 90 % de l'aide militaire étrangère reçue par l'Ukraine, mais ont longtemps déploré que les marchés publics d'équipements de défense soient gangrenés par la corruption. En décembre 2015, Joe Biden, dans un discours au Parlement ukrainien, avait d'ailleurs annoncé une aide additionnelle de 190 millions de dollars à l'Ukraine pour lutter contre la corruption <sup>(11)</sup>.

Selon le journaliste américain Lucian Kim, spécialiste de l'espace *post-soviétique*, par le passé, 30 % de chaque contrat de défense était happé par la corruption <sup>(12)</sup>. Le nouveau président ukrainien Volodymyr Zelensky a fait campagne sur la lutte contre ce fléau en initiant une nouvelle législation pour plus de transparence dans les contrats de défense. Il a par exemple chargé le réformateur Aivaras Abromavicius, ancien ministre de l'Économie, de restructurer Ukroboronprom, un conglomérat public qui rassemble une centaine de sociétés dans le secteur de l'armement <sup>(13)</sup>, et qui était notoirement affecté par la corruption selon l'*European Council on Foreign Relations* <sup>(14)</sup>.

Dans cette même optique, lors de son entretien avec le Président ukrainien, le 2 avril 2021, tout en soulignant son engagement pour redynamiser le partenariat stratégique entre les États-Unis et l'Ukraine, le président Biden a réitéré son soutien aux efforts déployés par Volodymyr Zelensky dans la lutte anti-corruption et la

<sup>(9)</sup> « U.S. Resumes Military Aid to Ukraine With Release of \$250 million In Assistance », *RadioFreeEurope - RadioLiberty*, 12 juin 2020 ([www.rferl.org/](http://www.rferl.org/)).

<sup>(10)</sup> GODBOUT Jacques, « Rencontre Kenney-Poltorak en Ukraine : le régiment ultranationaliste *Azov* exclu de l'entraînement canadien », *45eNord.ca*, 26 juin 2015 ([www.45enord.ca/](http://www.45enord.ca/)).

<sup>(11)</sup> The White House, « Remarks by Vice President Joe Biden to The Ukrainian Rada », *Office of the Vice-President*, 9 décembre 2015 (<https://obamawhitehouse.archives.gov/>).

<sup>(12)</sup> KIM Lucian, « How U.S. Military Aid Has Helped Ukraine Since 2014 », *National Public Radio (NPR)*, 18 décembre 2019 ([www.npr.org/](http://www.npr.org/)).

<sup>(13)</sup> ABROMAVICIUS Aivaras, BONDAR Roman, YAKOVENKO Oleh, « Is Ukraine's defense industry finally being fixed? », *Atlantic Council*, 19 mai 2020 ([www.atlanticcouncil.org/](http://www.atlanticcouncil.org/)).

<sup>(14)</sup> GRESSEL Gustav, « Guarding the Guardians: Ukraine's Security and Judicial Reforms under Zelenski », *Policy Brief*, European Council on Foreign Relations, août 2019 (<https://ecfr.eu/>).



mise en œuvre de réformes fondées sur les valeurs démocratiques communes aux deux pays, ces réformes étant au cœur des aspirations euro-atlantiques de l'Ukraine.

## Le soutien de l'Otan à l'Ukraine

Dans le même temps, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg a exprimé sa préoccupation concernant l'activisme de la Russie dans la région. Il a réaffirmé son soutien à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et fait part de son attachement au partenariat étroit noué entre l'Alliance atlantique et le pays <sup>(15)</sup>. Le 13 avril, il a estimé que le renforcement par la Russie de son dispositif militaire était « injustifié, inexplicé et profondément préoccupant », appelant la Russie « à cesser ses provocations et [à] engager une désescalade » <sup>(16)</sup>.

L'Ukraine participe, depuis 1994, au Partenariat pour la paix (*Partnership for Peace, Pfp*) de l'Otan. Dans le cadre du processus de planification et d'examen (*Partnership for Peace Planning and Review Process, PAPP*) de ce même programme, l'Otan lui fournit un soutien pratique et des conseils afin de l'aider à mener à bien les réformes stratégiques dans le secteur de la défense et de la sécurité et, à aligner ce dernier sur les normes et principes de l'Otan. En 2008, l'Ukraine (tout comme la Géorgie) a formulé une demande auprès de l'Alliance atlantique afin de rejoindre le plan d'action pour l'adhésion (*Membership Action Plan, MAP*). Ce projet a été mis en sommeil lors du mandat présidentiel de Victor Ianoukovytch entre 2010 et 2014. À la suite des événements de 2014, le président ukrainien Petro Porochenko évoqua la possibilité d'un référendum sur l'adhésion du pays à l'Otan <sup>(17)</sup>.

Le 6 avril 2021, son successeur Volodymyr Zelensky a appelé l'Alliance atlantique à valider le plan d'action pour l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan, considérant que cela constituerait un véritable signal à destination de la Russie et le seul moyen de mettre fin à la guerre dans le Donbass : « Nous sommes déterminés à réformer notre armée et notre secteur de la défense, mais les réformes à elles seules n'arrêteront pas la Russie » <sup>(18)</sup>. Il a ainsi confirmé l'appel lancé le 4 avril, en faveur de l'adhésion du pays à l'Otan par le ministre de la Défense ukrainien, Andrii Taran, à l'occasion du 72<sup>e</sup> anniversaire de l'Alliance atlantique <sup>(19)</sup>.

<sup>(15)</sup> LAGNEAU Laurent, « L'Ukraine veut accélérer le processus d'adhésion à l'Otan pour envoyer un "vrai signal" à la Russie », *Opex 360 – Zone Militaire*, 6 avril 2021 ([www.opex360.com/](http://www.opex360.com/)).

<sup>(16)</sup> « NATO Secretary General and Ukrainian Foreign Minister discuss Russia's military build-up », *NATO*, 13 avril 2021 ([www.nato.int/](http://www.nato.int/)).

<sup>(17)</sup> GOTEV Georgi, « La demande d'adhésion de l'Ukraine à l'Otan en suspens », *Euractiv.com*, 29 octobre 2019 ([www.euractiv.fr/](http://www.euractiv.fr/)).

<sup>(18)</sup> Voir le *tweet* de Volodymyr Zelensky (<https://twitter.com/>).

<sup>(19)</sup> TARAN Andrii, « The 31<sup>st</sup> NATO member state is Ukraine? Why not? », Site officiel du ministère de la Défense ukrainien, 4 avril 2021 ([www.mil.gov.ua/](http://www.mil.gov.ua/)).

En septembre 2014, les pays de l'Alliance atlantique ont mis en place plusieurs fonds pour aider l'Ukraine à mieux assurer sa sécurité <sup>(20)</sup>, tandis que les programmes de coopération existants étaient renforcés. On peut citer le Programme de perfectionnement professionnel (*Professional Development Program, PDP*), dont bénéficient quelque 2 500 personnels ukrainiens et qui vise à réformer le secteur de la défense et de la sécurité en améliorant les compétences en matière de gestion et d'encadrement, de connaissance de l'anglais, de protection des infrastructures critiques, de cyberdéfense, de gestion des services de sécurité et de coopération interinstitutionnelle <sup>(21)</sup>.

La Turquie, membre de l'Otan depuis 1952, a opéré un rapprochement avec la Russie depuis 2016, tout en ayant adopté une position particulière dans ses relations avec l'Ukraine. Elle n'a par exemple jamais reconnu l'annexion de la Crimée par la Russie, annexion qu'elle juge illégale. Par solidarité avec les peuples turcophones, elle a toujours soutenu la cause des Tatars de Crimée. Par ailleurs, elle fournit des drones de combat à l'Ukraine <sup>(22)</sup>. Le 9 avril, la Turquie avait annoncé l'arrivée dans le détroit du Bosphore, les 14 et 15 avril, de deux navires de guerre américains, en route pour la mer Noire, où ils devaient naviguer jusqu'au 4 ou 5 mai <sup>(23)</sup>. Ce déploiement a par la suite été annulé <sup>(24)</sup>. Le 10 avril, le président Zelensky s'est rendu en Turquie pour s'entretenir avec le président turc Recep Tayyip Erdogan.

Face à la détermination affichée par les États-Unis pour défendre l'intégrité territoriale de l'Ukraine, la Russie a, pour sa part, réaffirmé sa position en expliquant que les mouvements de troupes russes à proximité de la frontière ukrainienne se déroulaient dans le cadre d'exercices militaires et en soulignant que le renforcement de l'aide des États-Unis et de l'Otan à l'Ukraine faisait courir le risque de transformer la région en poudrière. Le 9 avril, la Russie a annoncé qu'elle pourrait intervenir dans l'est de l'Ukraine pour défendre les séparatistes russophones (dont 650 000 sont détenteurs de passeports de la Fédération de Russie depuis 2019 <sup>(25)</sup>) en cas d'attaque des forces ukrainiennes <sup>(26)</sup>. Le 16 avril, elle a annoncé que le passage à travers les eaux territoriales de la Fédération de Russie pour les navires militaires et

<sup>(20)</sup> Il s'agit des initiatives suivantes : Fonds d'affectation spéciale consacré au commandement, au contrôle, à la communication et à l'informatique (C4) ; Fonds d'affectation spéciale consacré à la logistique et à la normalisation ; Fonds d'affectation spéciale consacré à la cyberdéfense ; Fonds d'affectation spéciale consacré à la gestion de la transition de carrière des militaires ; Fonds d'affectation spéciale consacré à la réadaptation médicale ; Fonds dédié à la lutte contre les engins explosifs improvisés, et à la neutralisation des explosifs et des munitions.

<sup>(21)</sup> « Fiche d'information – Soutien de l'Otan à l'Ukraine », Otan, juillet 2016 ([www.nato.int/](http://www.nato.int/)).

<sup>(22)</sup> BEKDİL Burak Ege, « Ukraine to buy Turkish warships, co-produce drones », *Defense News*, 21 décembre 2020 ([www.defensenews.com/](http://www.defensenews.com/)).

<sup>(23)</sup> « Two US warships to sail in Black Sea until early May: Turkish ministry », *Hürriyet Daily News*, 9 avril 2021 (<https://www.hurriyetdailynews.com/turkey-says-us-warships-to-deploy-in-black-sea-until-may-4-163824>).

<sup>(24)</sup> « US cancels Black Sea deployment of two warships: Turkey », *Hürriyet Daily News*, 15 avril 2021 ([www.hurriyetdailynews.com/](http://www.hurriyetdailynews.com/)).

<sup>(25)</sup> ROTH Andrew, « Kremlin defends Russian military buildup on Ukraine border », *The Guardian*, 9 avril 2021 ([www.theguardian.com/](http://www.theguardian.com/)).

<sup>(26)</sup> « Ukraine conflict: Moscow could “defend” Russia-backed rebels », *BBC*, 9 avril 2021 ([www.bbc.com/](http://www.bbc.com/)).



autres bâtiments étatiques serait suspendu du 24 avril au 31 octobre dans trois zones : la pointe occidentale de la Crimée ; une zone entre Sébastopol et Yalta ; et une troisième zone au large de la péninsule de Kertch <sup>(27)</sup>.

\*  
\*\*

Force est ainsi de constater que l'ensemble de ces crispations laissent entrevoir une escalade des tensions qui pourrait être annonciatrice d'un basculement dans les équilibres géostratégiques, bien que la Russie ait annoncé le retrait – prévu entre le 23 avril et le 1<sup>er</sup> mai 2021 – d'une partie de ses troupes déployées en Crimée et aux frontières de l'Ukraine. ♦

---

<sup>(27)</sup> « Ukraine : la Russie va limiter en Crimée la navigation de navires militaires et officiels étrangers », *Capital.fr*, 16 avril 2021 ([www.capital.fr/](http://www.capital.fr/)).